

Résumé

Rapport sur le développement humain en Afrique - 2012

**Vers une sécurité alimentaire
durable**



*Au service
des peuples
et des nations*

Programme
des Nations Unies
pour le développement
(PNUD)

Copyright © 2012
Programme des Nations Unies pour le développement
Bureau régional pour l'Afrique (BRA)
1 UN Plaza, New York, NY 10017, USA

Tous droits réservés. Il est interdit, sauf accord préalable du PNUD/BRA, de reproduire le présent ouvrage, de le stocker dans un système de recherche documentaire ou de le communiquer, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit, électronique, mécanique, par photocopie, enregistrement ou tout autre moyen.

Disponible chez

United Nations Publications
300 East 42nd Street, IN-927A, New York, NY 10017, USA
Téléphone : +1 212 963 8302 and +1 800 253 9646 (à partir des États-Unis)
E-mail : publications@un.org
Sites Web : <https://unp.un.org>, www.undp.org/africa et www.afhdr.org

Imprimé aux États-Unis par Colorcraft of Virginia, Inc. La couverture est imprimée sur du papier 12 pt. Carolina C1S Cover. Le texte est imprimé sur du papier Cascades' 60# Roland Opaque50, produit à partir de 50 % de fibres recyclées après consommation. Ces deux types sont certifiés par le Forest Stewardship Council (Association pour la protection de la forêt) et faits de pâtes ECF (blanchies sans chlore gazeux). L'impression fait appel à des encres végétales et des technologies respectueuses de l'environnement.

[FSC logo goes here]

Édition et production : Communications Development Incorporated,
Washington, DC, USA
Conception : Melanie Doherty Design, San Francisco, CA, USA
Traduction et maquette : Strategic Agenda LLP

Crédits photos : en haut, Pablo Tosco/Oxfam; en bas, Neil Palmer/CIAT

Les analyses et les recommandations de politique de ce Rapport ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour le développement, des membres de son Conseil d'administration ou des États membres des Nations Unies.

Pour une liste des erreurs ou des omissions décelées à la suite de l'impression, prière de consulter notre site Web à l'adresse suivante : <http://www.afhdr.org>.

Avant-propos

Au cours des dix dernières années, la croissance économique a enregistré un rebond extraordinaire sur le continent. De nombreux pays africains figurent au rang des pays qui affichent des taux de croissance les plus élevés au monde et leur vitalité ne semble pas souffrir de l'incertitude persistante qui plane aujourd'hui sur l'économie mondiale. Grâce à ce dynamisme retrouvé, la diminution très attendue de la pauvreté s'est amorcée dans la région, qui envisage désormais l'avenir avec un regain d'optimisme. Il ne fait aucun doute que la croissance économique contribue au développement humain mais il est impératif que la croissance se maintienne à long terme. Pourtant, à elle seule, la croissance ne suffit pas à résoudre les problèmes de l'Afrique. Comme le montre le premier *Rapport sur le Développement Humain en Afrique* du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le progrès rapide de l'économie n'ont pas suffi à assurer la sécurité alimentaire et une proportion significative de la population est encore victime de la faim. Depuis leur lancement en 1990, les *Rapports sur le Développement Humain* du PNUD ne cessent de préconiser l'adoption d'une approche du développement axée non seulement sur la croissance économique mais également sur les personnes.

Depuis 2000, l'Afrique a subi plusieurs épisodes graves d'insécurité alimentaire, qui se sont soldés par de lourdes pertes en vies humaines et en moyens d'existence. Au moment même où le présent Rapport est publié, une nouvelle crise alimentaire frappe de plein fouet la région du Sahel, en Afrique de l'Ouest. Au cours de la seule année 2011, des millions de personnes ont été affectées par la famine, de l'autre côté du continent, dans la Corne de l'Afrique, et plus précisément dans certaines régions de la Somalie. Des catastrophes, comme les sécheresses ou les mauvaises récoltes, sont souvent à l'origine de ces crises. Pourtant, leurs causes réelles sont plus profondes.

En effet, comme l'indique le présent Rapport, les mauvaises récoltes et le manque de nourriture ne sont pas les seuls responsables de la famine et de la faim. Le plus souvent, le problème réside dans l'accès inégal à l'alimentation, qui survient lorsque les personnes n'ont pas les moyens de produire ou d'acheter des denrées alimentaires. Cet accès inégal

est ainsi symptomatique des faibles revenus et de la forte vulnérabilité qui continuent de caractériser de nombreux Africains. Si la famine fait la une des journaux, poussant régulièrement les autorités nationales et les organisations d'aide humanitaire à intervenir, les crises silencieuses que sont la malnutrition chronique et la faim saisonnière ne reçoivent pas toute l'attention voulue. Leurs effets seront pourtant ressentis par des générations d'Africains, privant les enfants d'un avenir et les parents de leur dignité tout en freinant les progrès liés au développement humain, et ce en dépit de la vitalité économique retrouvée de l'Afrique.

Pour assurer à tous les Africains un avenir axé sur la sécurité alimentaire, il convient de recentrer les actions sur des domaines clés, allant de l'augmentation de la productivité des petits exploitants agricoles à l'amélioration de la nutrition des enfants, au renforcement de la résilience des communautés et de la durabilité des systèmes alimentaires, et en passant par l'autonomisation des femmes et des populations rurales pauvres. Ces interventions ne seront couronnées de succès que si, d'une part, nous abordons la sécurité alimentaire comme un défi allant au-delà des mandats sectoriels et s'inscrit dans les stratégies nationales de développement et si, d'autre part, nous assurons une meilleure coordination et intégration des actions liées au développement et à l'aide humanitaire afin de renforcer la résilience des personnes et des communautés face aux crises, aussi graves soient-elles.

Ce double impératif joue un rôle moteur dans la mise en œuvre du Cadre d'accélération de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le Développement dans quatre pays du Sahel. Ce Cadre cherche à dynamiser les progrès en identifiant les goulots d'étranglement et les contraintes entravant la réalisation des objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition (OMD 1) et en renforçant la coordination (notamment au niveau du financement) entre les gouvernements nationaux, le système des Nations Unies et d'autres partenaires. Le PNUD s'est engagé dans de tels efforts transversaux et concertés, qui me semble d'autant plus importants au regard des problèmes posés par l'alimentation de populations en pleine croissance démographique, ainsi que des tentatives visant à

éviter la dégradation de l'environnement et à atténuer les effets du changement climatique.

L'analyse et les recommandations présentées dans le présent Rapport sont le résultat de consultations exhaustives auprès d'universitaires, de chercheurs, de décideurs politiques et de professionnels du développement tant en Afrique que dans d'autres régions du monde. En effet, les *Rapports sur le Développement Humain* ont entre autres caractéristiques de fournir une plateforme aux analyses indépendantes et rigoureuses et aux débats ouverts sur les défis cruciaux liés au développement. J'ai l'espoir que ce premier *Rapport sur le Développement Humain en Afrique* permettra de relancer le débat

sur les moyens d'assurer une sécurité alimentaire durable et d'accélérer le développement humain sur le continent et qu'il débouchera sur des actions plus décisives. Libérons à jamais l'Afrique de l'insécurité alimentaire et de la faim.



Helen Clark

Administrateur

Programme des Nations Unies pour le développement

Préface

Ce Rapport n'aurait pas lieu d'exister si les gouvernements africains avaient répondu aux aspirations de leurs peuples au cours des 30 dernières années. Un quart de la population de l'Afrique subsaharienne ne souffrirait pas de sous-alimentation et un tiers des enfants africains n'accuserait pas de retard de croissance. Les agriculteurs ne seraient pas si nombreux à subsister péniblement en cultivant des parcelles minuscules aux sols appauvris. La région connaîtrait la sécurité alimentaire et l'écart entre son développement humain et celui de pays plus avancés n'aurait pas été aussi grand.

L'insécurité alimentaire chronique en Afrique subsaharienne est le résultat de décennies de mauvaise gouvernance. Des régimes peu soucieux des intérêts de leurs populations, ont transformé les ressources de la région en structures du pouvoir patrimonial. Des élites cupides, promptes à tirer parti de la corruption et du trafic d'influence, se sont interposées entre les responsables politiques et les populations, ont monopolisé les ressources de l'État au détriment du milieu rural, sans pour autant investir dans les secteurs productifs créateurs d'emploi. Dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, les infrastructures rurales se sont détériorées, l'agriculture a déperî, les inégalités de genre ou autres se sont accrues et les systèmes alimentaires ont stagné. Les petits exploitants agricoles, dont dépend le redressement de l'agriculture, sont depuis longtemps pris entre le marteau et l'enclume. Le premier pas menant au rétablissement de la sécurité alimentaire consiste à les affranchir de cette situation difficile et à donner libre cours à leur potentiel.

La communauté internationale ne tranche pas par sa réaction face à cette triste réalité. Les pays développés maintiennent des subventions agricoles qui profitent à leurs riches producteurs et contribuent à la marginalisation des petits exploitants démunis d'Afrique subsaharienne. Pendant de nombreuses années, des programmes d'ajustement structurel conçus à l'étranger ont affaibli la capacité de l'État et encouragé les gouvernements africains à rembourser leurs fortes dettes en détournant les ressources de la production vivrière au profit des cultures de rentes. L'un après l'autre, les

pays ont subi les conséquences de la chute des prix des matières premières et de la volatilité croissante d'importations coûteuses. L'indifférence affichée par certains partenaires du développement envers l'agriculture subsaharienne allant de pair avec la négligence des gouvernements, les agriculteurs se sont souvent retrouvés à la merci d'une aide soumise à des conditions contre-productives.

Le paradoxe est de taille : malgré les excédents mondiaux de produits alimentaires, la faim et la malnutrition persistent sur un continent au vaste potentiel agricole. Il est impératif de déclencher une dynamique de changement radical. En dépit de la remarquable croissance économique des dix dernières années et du retournement renversement positif de certains indicateurs du développement humain, l'Afrique subsaharienne continue d'être la région du monde où l'insécurité alimentaire est la plus grande. Le spectre de la famine, qui a disparu partout ailleurs, ne cesse de hanter des millions de personnes dans la région. La Somalie a subi une énième famine en 2011 et le Sahel court le même risque en 2012.

Quoiqu'il en soit, le passé est une chose et l'avenir en est une autre. Les Africains ne sont pas condamnés à mourir de faim, pour autant que les gouvernements agissent vigoureusement pour mettre en œuvre les politiques et les mécanismes de soutien appropriés. La faim, la famine et l'insécurité alimentaire peuvent être évitées. Il est possible, une fois pour toute, de mettre un terme aux images consternantes associées depuis bien trop longtemps à l'Afrique subsaharienne, tels que les enfants affamés et les centres de distribution d'aide alimentaire.

Les stratégies en matière de sécurité alimentaire doivent, d'une part, résoudre les problèmes propres à l'Afrique et, d'autre part, faire face aux changements importants du système alimentaire mondial. En effet, de nouveaux facteurs – pression démographique, diminution des ressources naturelles (notamment l'eau et les nutriments du sol) et l'adoption croissante d'un régime alimentaire carné (qui exige de plus grandes quantités d'eau et de céréales) par les nouvelles classes moyennes des pays émergents – sont à la base de nouveaux modes de production et de consommation alimentaires.

La volatilité des prix mondiaux des denrées alimentaires est due à l'augmentation de la demande et aux dysfonctionnements de l'approvisionnement, qui sont quant à eux liés au changement climatique et à la fluctuation des prix des intrants agricoles, dont les engrais et le pétrole.

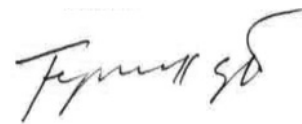
La croissance et l'enrichissement de la population en Afrique subsaharienne ne feront qu'accentuer ces problèmes. Au cours des cinquante prochaines années, la région sera amenée à augmenter sensiblement sa production alimentaire afin de répondre aux besoins de sa population tout en atténuant les contraintes que l'agriculture fait peser sur l'environnement.

Il y a un demi-siècle, les révolutions vertes en Asie et en Amérique latine ont marqué le début d'avancées scientifiques et technologiques soutenues qui ont fini par éradiquer la faim dans ces régions. Des millions de vies ont été épargnées en Asie. Les régions affectées par la famine dans le passé sont ainsi devenues des greniers. Pourquoi ne pourrait-il pas en être de même en Afrique subsaharienne ?

L'Afrique possède les connaissances, les technologies et les moyens permettant d'éradiquer la faim et l'insécurité alimentaire. Pourtant, la volonté et l'engagement politiques lui font encore défaut. Le continent doit cesser de dépendre des autres pour se nourrir. Cette attitude porte atteinte à sa dignité et freine son potentiel. Si certains pays africains sont en mesure d'acheter et de déployer des chars et avions de combat, de l'artillerie lourde et d'autres moyens modernes de destruction, pourquoi ne seraient-ils pas capables de maîtriser le savoir-faire agricole ? Pourquoi l'Afrique serait-elle incapable de

financer la technologie, les tracteurs, l'irrigation, les variétés de semences et la formation nécessaires à la sécurité alimentaire ?

Le présent Rapport soutient que l'Afrique subsaharienne peut s'affranchir de l'insécurité alimentaire persistante en s'appuyant sur quatre moteurs de changement cruciaux : l'amélioration de la productivité agricole des petits exploitants ; l'accroissement de l'efficacité des politiques nutritionnelles, visant prioritairement les enfants ; le renforcement de la résilience des communautés et des foyers pour résister aux chocs ; et le développement de la participation et de l'autonomisation des individus, en particulier des femmes et des populations rurales pauvres. En mettant fin aux ravages causés par la faim et la malnutrition, ces moteurs de changement vont promouvoir le développement des capacités et les conditions nécessaires au développement humain. Une population bien nourrie et autonome a plus de chances de s'instruire, de participer à la société et d'augmenter son potentiel humain et économique. Dotée des politiques et des institutions adéquates, l'Afrique pourra maintenir le cercle vertueux du développement humain et d'une sécurité alimentaire durable.



Tegegnetwork Gettu

Secrétaire général adjoint et directeur régional

Bureau régional pour l'Afrique

Programme des Nations Unies pour le développement

Table des matières du Rapport complet

Avant-propos

Préface

Remerciements

VUE D'ENSEMBLE

CHAPITRE 1

De la faim au développement humain

De la sécurité alimentaire au développement humain

Interactions entre la sécurité alimentaire et le développement humain

Droits : être en mesure de produire, d'acheter ou de vendre des denrées alimentaires

Capacités : l'essence des choix humains

Droit à l'alimentation : dynamiser les droits

Tendances du développement humain en Afrique subsaharienne et croissance paradoxale de l'insécurité alimentaire

Indice de développement humain : l'Afrique subsaharienne toujours à la traîne

Les dix dernières années marquent un tournant

Des améliorations en matière de sécurité alimentaire insuffisantes au vu de la croissance économique

Politiques directrices

Augmentation des rendements agricoles : la clé pour stimuler l'alimentation, l'emploi et les revenus

Pourquoi les politiques publiques ignorent la nutrition

Résilience et autonomisation : vecteurs de la sécurité alimentaire

Résilience : atténuation des pressions sur les systèmes alimentaires, gestion des risques et amélioration de la protection sociale

Autonomisation et justice sociale : élargir les bases de la sécurité alimentaire

CHAPITRE 2

Persistance de l'insécurité alimentaire malgré l'abondance des ressources

Disponibilité des denrées alimentaires

Comprendre les schémas de la production alimentaire en Afrique subsaharienne

Rendements à la traîne en Afrique subsaharienne

Comment le commerce et l'aide en matière d'alimentation affectent la disponibilité des denrées alimentaires

Caractérisation des problèmes liés à la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Accès à la nourriture

Faible pouvoir d'achat et pauvreté persistante

Protection des droits à l'alimentation

La faiblesse des infrastructures augmente les coûts et restreint l'accès

Utilisation de la nourriture

Au-delà de l'alimentation : conditions de vie et autres facteurs affectant la nutrition

Importance des micronutriments pour le développement humain

Obésité : le double fléau de la malnutrition

L'instabilité des systèmes alimentaires entrave la disponibilité de la nourriture, l'accès à la nourriture et son utilisation

Vulnérabilité face aux conditions météorologiques

Volatilité des prix des denrées alimentaires

Violence et conflits

CHAPITRE 3

Problèmes persistants et menaces émergentes en matière de sécurité alimentaire

Causes profondes de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Inégalités en matière de ressources et de possibilités

Trafic d'influence et négligence

Pratiques internationales néfastes

Les nouvelles menaces qui pèsent sur les systèmes alimentaires et le développement durable

Changer les dynamiques démographiques

Problèmes liés à l'environnement : l'eau et les sols

Les dangers du changement climatique

L'Afrique subsaharienne à l'heure des décisions

CHAPITRE 4

Productivité agricole durable au profit de l'alimentation, de l'emploi et des revenus

Tenir la promesse de la productivité agricole

La croissance de la productivité agricole peut contribuer à la sécurité alimentaire et au développement humain

L'augmentation rapide des rendements peut concrétiser le potentiel de l'agriculture

L'augmentation sensible et durable des rendements agricoles est possible

Atteindre la limite de la productivité agricole : adoption plus rapide, large et durable des intrants

Stimuler l'utilisation durable des intrants

Comblant le déficit en matière d'infrastructures

Élargir les marchés des assurances et des crédits

Repousser la frontière de la productivité agricole : création et application des connaissances locales

Générer des connaissances par le biais de la recherche et du développement

Faire participer les jeunes à l'agriculture par le biais de l'innovation

Profiter de la nouvelle dynamique politique pour augmenter la productivité agricole

Vue d'ensemble des options politiques

CHAPITRE 5

Politiques nutritionnelles au service d'un avenir axé sur la sécurité alimentaire

Une mauvaise nutrition des foyers affecte le développement humain

Le piège de la pauvreté et de la malnutrition

Malnutrition, infections et maladies : une spirale meurtrière

Régimes alimentaires africains et carences en micronutriments

Lutte contre la malnutrition

- Multiplier les interventions en matière de nutrition
- Concrétiser le potentiel de la biofortification et surmonter ses limites
- Améliorer la nutrition des foyers
- Intégrer la nutrition dans les politiques nationales en matière de développement
- Encourager les initiatives régionales et internationales

CHAPITRE 6

La résilience et la protection sociale comme vecteurs de la stabilité des systèmes alimentaires

Renforcer la résilience pour accélérer le développement humain par le biais de systèmes alimentaires plus stables

Atténuer les contraintes exercées sur les systèmes alimentaires

- Réduire les conflits et l'instabilité politique
- Réduire la volatilité des prix mondiaux des denrées alimentaires
- Atténuer les pressions démographiques et environnementales

Réduire la vulnérabilité et gérer les risques grâce à la protection sociale

- Développer les marchés des assurances
- Création d'emplois et protection des moyens d'existence
- Assurer le bon fonctionnement des transferts sociaux
- Gestion des réserves stratégiques

La protection sociale, élément moteur de la sécurité alimentaire et du développement humain

- Améliorer l'accès des agriculteurs aux intrants
- Renforcer les marchés ruraux pour stabiliser les prix des matières premières
- Construire des infrastructures rurales

Vue d'ensemble des options politiques

CHAPITRE 7

L'autonomisation, vecteur de justice sociale, d'égalité des sexes et d'accessibilité de l'alimentation

Exploiter les marchés, les informations et les connaissances

- Investir dans les infrastructures et l'accès au marché
- Maîtriser les technologies de l'information et des communications
- Gérer la technologie

Encourager la population à participer et à faire entendre sa voix

- Renforcer les gouvernements locaux
- Soutenir les organisations de producteurs
- Impliquer la société civile et les organisations communautaires

Faire progresser la justice sociale et la responsabilisation

- Définir les droits et la responsabilisation
- Assurer le contrôle des terres
- Gérer les acquisitions de terres à grande échelle

Donner libre cours au pouvoir transformateur des femmes

- Comprendre le fardeau du fossé existant entre les femmes et les hommes
- Améliorer les capacités des femmes par le biais de la sécurité alimentaire
- Autonomiser les femmes pour améliorer la sécurité alimentaire

Vue d'ensemble des options politiques

Notes

Références

ANNEXE STATISTIQUE

Guide du lecteur

Tableaux statistiques

- Développement humain
- Disponibilité des denrées alimentaires
- Utilisation de la nourriture
- Intrants agricoles
- Accès à la nourriture
- Stabilité des systèmes alimentaires
- Durabilité

Définitions des termes statistiques

Note technique n° 1

Note technique n° 2

Références statistiques

Résumé

La faim et la famine sévissent en Afrique subsaharienne depuis trop longtemps. Cependant, rien ne voue ses populations à une vie entière d'insécurité alimentaire. Les connaissances, ressources et technologies capables de combler le déficit de sécurité alimentaire existent déjà et des avancées vont continuer à être enregistrées en matière de recherche et développement. Toutefois, distribuer des semences de meilleure qualité et davantage d'engrais aux agriculteurs africains ne peut suffire à résoudre le problème, pas plus que la croissance économique à elle seule.

L'insécurité alimentaire résulte d'un ensemble de dysfonctionnements et de politiques et stratégies inappropriées. Il s'agit notamment des politiques agricole, nutritionnelle, d'éducation et de gouvernance locale.

Une réponse efficace à des problèmes d'une telle ampleur ne peut se limiter à une intervention, une discipline ou un mandat institutionnel unique. Elle requiert une réponse coordonnée de tous les acteurs dans l'ensemble des secteurs.

Ce Rapport Régional sur le développement humain en Afrique subsaharienne, le premier du genre, soutient que des gains durables de productivité agricole sont essentiels pour préserver le droit à l'alimentation, c'est-à-dire la capacité des populations à produire ou acheter des aliments. Pour faire progresser le développement humain, les politiques nutritionnelles doivent libérer le potentiel des générations actuelles et futures. Les communautés doivent également faire preuve d'une résilience suffisante pour résister aux chocs récurrents et avoir la possibilité de choisir leurs propres moyens d'existence. Le défi est de taille. L'urgence est grande et les investissements nécessaires conséquents. Mais les gains potentiels en matière de développement humain pour l'Afrique subsaharienne sont immenses.

La sécurité alimentaire, facteur de développement humain en Afrique subsaharienne

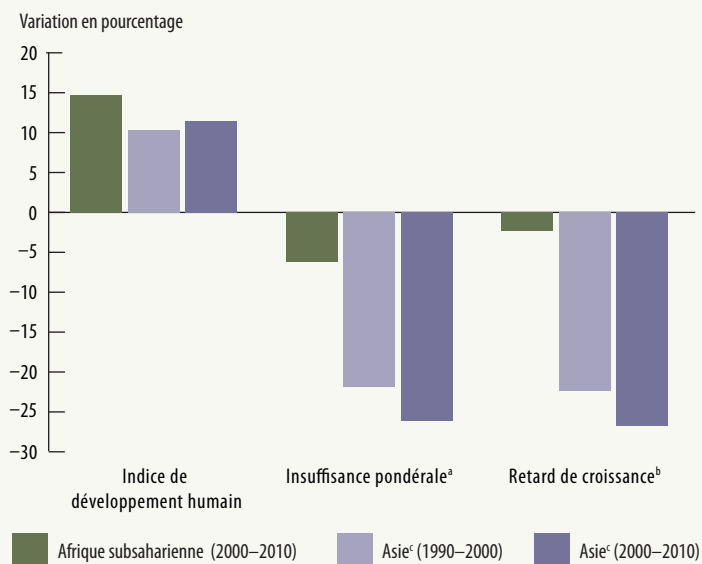
Trop longtemps, le visage de l'Afrique Subsaharienne a été celui d'une faim déshumanisante. Plus d'un habitant sur quatre est sous-alimenté et l'insécurité alimentaire, c'est-à-dire l'incapacité

des populations de satisfaire systématiquement leurs besoins nutritionnels et calorifiques afin de mener une vie saine et active, est omniprésente. Le spectre de la famine, qui a quasiment disparu de tous les autres continents, continue à hanter certaines régions de l'Afrique subsaharienne. Les famines font les grands titres des journaux mais, pour des millions d'Africains, l'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques constituent des fléaux quotidiens, plus insidieux et souvent passés sous silence.

Pourtant, l'Afrique subsaharienne dispose de grandes superficies de terres arables, d'abondantes ressources en eau et d'un climat globalement favorable aux cultures vivrières. De plus, au cours des dix dernières années, de nombreux pays de cette région ont affiché des taux de croissance économique sans précédent et ont réalisé des progrès substantiels en matière de développement humain, tels que mesurés par l'Indice de développement humain (IDH) qui reflète des avancées notoires dans les domaines de la santé, de l'éducation et des revenus. Avec des ressources aussi importantes et des performances économiques et sociales aussi marquantes, pourquoi l'Afrique subsaharienne connaît-elle encore l'insécurité alimentaire? (figure 1)

FIGURE 1

LA RÉDUCTION DE LA MALNUTRITION INFANTILE EST PLUS FAIBLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE QU'EN ASIE



a. Poids inférieur à la normale compte tenu de l'âge.
 b. Taille inférieure à la normale compte tenu de l'âge.
 c. Japon exclu.

Source : calculs basés sur les données de l'Organisation mondiale de la santé, 2011, Global Database on Child Growth and Malnutrition, Genève, www.who.int/nutgrowthdb/estimates/en/index.html, consulté le 7 janvier 2012, et du Programme des Nations Unies pour le développement, 2012, base de données des Rapports sur le développement humain, New York, <http://hdr.undp.org/fr/statistiques>, consulté le 8 janvier 2012.

Ce double paradoxe constitue le point de départ du présent rapport.

Ce rapport soutient que des gains durables de productivité agricole et une amélioration de la nutrition constituent les moteurs d'une croissance et d'un développement humain favorables à la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. L'argument est simple : une agriculture plus productive est à même d'améliorer la sécurité alimentaire – les denrées disponibles en plus grandes quantités et à moindre coût étant plus facilement accessibles. Les gains de productivité sont également susceptibles d'augmenter les revenus de millions de petits agriculteurs, d'améliorer leur niveau de vie, d'exercer un effet positif sur leur santé et leur éducation, d'où un élargissement du champ de leurs capacités. Grâce à la science, à la technologie et à la diffusion d'approches novatrices, une progression de la productivité agricole peut en outre contribuer

à une meilleure protection de l'environnement. Une alimentation de qualité assure le lien entre la sécurité alimentaire et le développement humain. Des populations bien nourries sont plus à même d'exercer leurs libertés et leurs capacités dans différents domaines, ce qui est l'essence même du développement humain ; elles sont aussi mieux en mesure d'exiger de leurs dirigeants qu'ils assurent leur sécurité alimentaire.

L'approche classique du développement humain met l'accent sur les droits et les capacités. La sécurité alimentaire doit donc être utilisée comme un levier permettant aux populations de faire leurs propres choix et de renforcer leur résilience face aux chocs. Cela suppose d'assurer le droit des populations à l'alimentation, lequel repose sur un revenu, des structures commerciales, des règles institutionnelles et une gouvernance qui permettent aux personnes pauvres d'acheter et de vendre des denrées alimentaires

sur des marchés équitables à des prix justes. Cela nécessite également le renforcement des capacités humaines essentielles en matière de santé et d'éducation.

Le fait de centrer les politiques sur ces quatre domaines (productivité agricole, nutrition, résilience et autonomisation) peut générer un cercle vertueux et dynamique de sécurité alimentaire et de développement humain (figure 2).

L'Afrique subsaharienne apparaît encore en retrait en matière de développement humain, mais l'accélération du rythme des progrès et la nouvelle vitalité économique du continent autorisent un optimisme à la fois renouvelé et prudent.

Situation actuelle de l'Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne dispose d'abondantes ressources agricoles et, globalement, ne manque pas de nourriture. L'offre de produits alimentaires issue de l'agriculture et des importations a augmenté régulièrement et devrait, en principe, suffire à satisfaire les besoins de base des populations.

Malheureusement, sur l'ensemble du continent, des millions de personnes continuent à souffrir de la faim et de la malnutrition. Cette situation résulte de déséquilibres flagrants au niveau de la production locale et de la distribution des vivres, ainsi que de

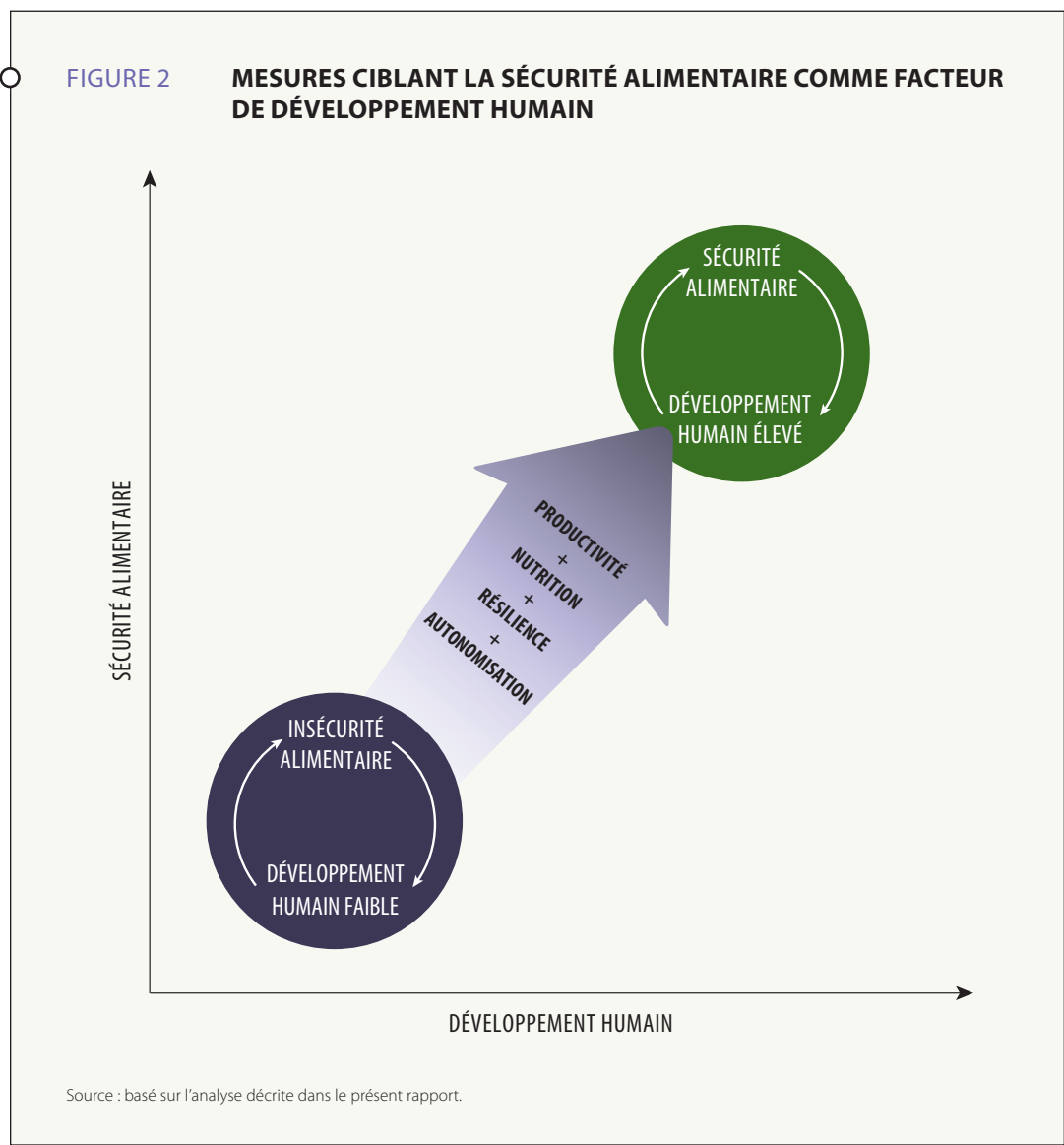
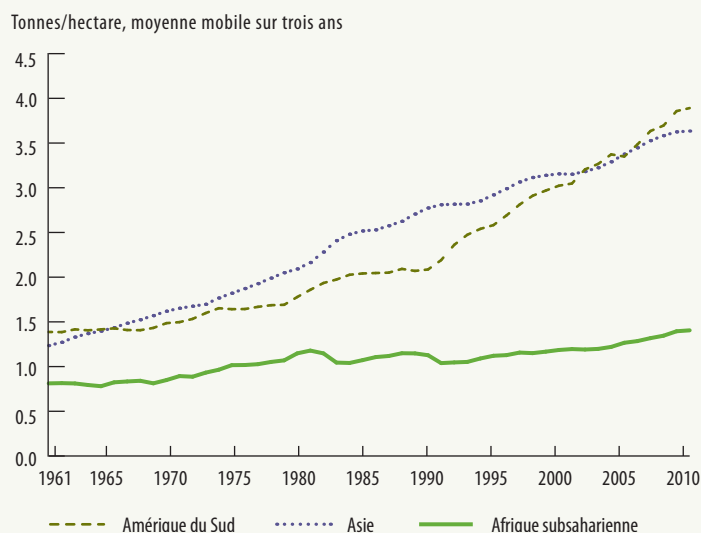


FIGURE 3 LES RENDEMENTS CÉRÉALIERS ONT STAGNÉ PENDANT DES DÉCENNIES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Source : calculs basés sur les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2012, « FAOSTAT », Rome, <http://faostat.fao.org/?lang=fr>, consulté le 10 janvier 2012.

régimes alimentaires chroniquement déficients notamment au niveau des ménages les plus pauvres. La chaîne de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (disponibilité - accès - utilisation) est soumise à une tension constante dans cette partie du monde exposée à des conditions climatiques erratiques, à la volatilité des prix alimentaires, aux conflits et à la violence. La productivité agricole demeure faible, bien plus que dans d'autres régions (figure 3). La plupart des pays d'Afrique subsaharienne sont des importateurs nets de produits alimentaires et beaucoup dépendent de l'aide alimentaire lors des crises humanitaires devenues trop fréquentes. Même quand des vivres sont disponibles, des millions de personnes n'ont pas les ressources suffisantes pour s'en procurer ou n'ont pas la possibilité d'en acheter ou d'en vendre en raison du faible développement des marchés, de la mauvaise qualité des routes, des longues distances et des coûts élevés du transport.

La disponibilité et l'accessibilité des aliments sont certes importantes, mais la sécurité alimentaire dépasse le cadre de ces deux dimensions. Le bon usage des aliments et la qualité de la nutrition déterminent si la sécurité alimentaire contribue au

développement humain. La malnutrition est source de maladies et peut entraîner la mort. Le manque d'eau potable et d'énergie, associé aux problèmes d'assainissement et aux maladies telles que le VIH/SIDA et le paludisme constituent une combinaison perpétuant cette carence endémique.

La malnutrition fait payer un lourd tribut aux individus et à la société. Les enfants mal nourris ont des systèmes immunitaires affaiblis et meurent de maladies contagieuses qui dans des circonstances normales peuvent être soignées. La malnutrition des femmes au cours des 1 000 premiers jours suivant la conception peut nuire de manière irréparable au développement physique et mental des enfants. Les mères mal nourries courent un risque plus élevé de décéder en couches ou de mettre au monde des enfants de poids trop faible pour survivre. Les bébés qui survivent jusqu'à l'enfance présentent un risque accru de retard de croissance qui raccourcit leur espérance de vie. En outre, les filles ayant souffert de carences nutritionnelles ont plus de chance de perpétuer à leur tour le cycle de la malnutrition quand, une fois adultes, elles donnent naissance à des bébés de poids faible.

Pris au piège depuis des décennies, des millions d'Africains ont un régime alimentaire pauvre en micronutriments essentiels à la croissance des enfants et à la productivité des adultes. La malnutrition constitue également un poids pour la société dans la mesure où elle s'accompagne d'une plus grande prévalence des maladies, de la mortalité et des handicaps. Elle accroît les coûts des soins de santé, diminue la productivité des travailleurs et réduit le rendement social et économique de l'éducation. Elle entame la dignité humaine et l'estime de soi.

Défis persistants et nouvelles menaces

Les mauvais choix politiques, la faiblesse des institutions et le dysfonctionnement des marchés sont à la base de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Ce lourd héritage affecte en particulier les ménages et les communautés où l'inégalité des relations de pouvoir piège les groupes vulnérables (petits agriculteurs, personnes pauvres ne possédant pas de terres, femmes et enfants) dans un cercle vicieux de dénuement, d'insécurité alimentaire et de faible développement humain.

Pendant des décennies, les politiques des gouvernements et des institutions internationales ont

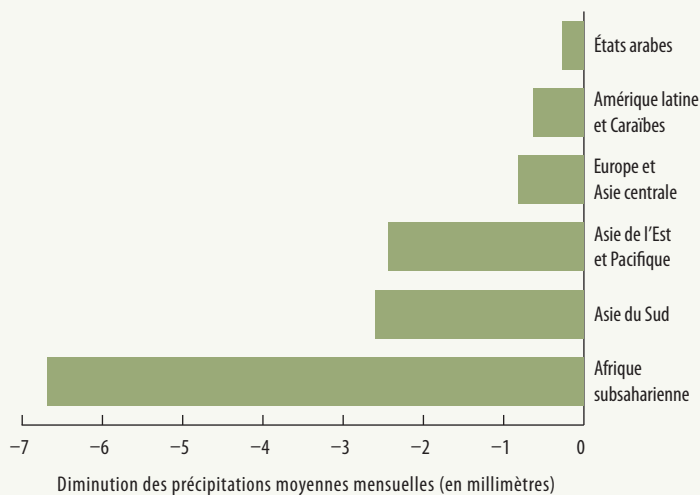
favorisé les populations urbaines au détriment du développement rural et agricole. Il en a notamment résulté des plans d'industrialisation postcoloniaux ambitieux, qui ont épuisé les ressources devant contribuer au développement et ont négligé l'agriculture. Les programmes d'ajustement structurel visant à combler les déficits budgétaires ont en fait généré de profonds déficits en matière de développement humain, notamment au sein des populations pauvres et vulnérables. En outre, l'allocation des ressources nationales et de l'aide étrangère s'est faite au détriment de l'agriculture et la nutrition.

Malgré les améliorations observées depuis le milieu des années 1990, de nombreux gouvernements africains continuent d'imposer aux marchés agricoles domestiques des taxes arbitraires élevées tout en octroyant à d'autres secteurs des subventions, des mesures incitatives et d'autres formes d'appui économique. Pour leur part, un grand nombre de pays développés continuent de subventionner fortement leur agriculture bien qu'elle ait perdu son rôle de moteur de développement depuis longtemps. Cette situation donne à leurs agriculteurs un avantage substantiel au niveau du commerce international. Mis à l'écart par des politiques défavorables et exploités par des marchés peu équitables, les petits agriculteurs africains ont depuis longtemps renoncé à se battre pour résister à la concurrence des systèmes agricoles les plus performants du monde.

Pour rompre avec le passé, se dresser contre les intérêts d'une poignée de privilégiés et bâtir des institutions qui rééquilibrent les relations de pouvoir à tous les niveaux de la société, il faudra des citoyens déterminés et courageux et des dirigeants engagés. Il est d'autant plus urgent de prendre ces mesures que de nouvelles menaces commencent à peser sur la soutenabilité des systèmes agricoles africains. L'évolution démographique, la pression sur l'environnement et le changement climatique mondial et local sont en train de modifier en profondeur les possibilités de développement de la région (figure 4).

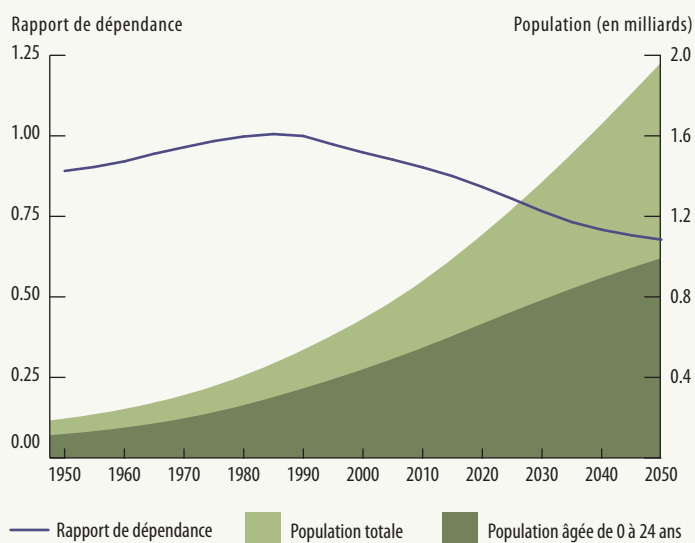
Ces nouveaux défis seront amplifiés par une poussée démographique qui devrait aboutir à une population de près de deux milliards d'habitants en 2050 en Afrique subsaharienne (figure 5). Pour faire face à la demande accrue de nourriture dans la région, le rendement des cultures vivrières au cours des cinquante années à venir devra augmenter de

FIGURE 4 LA DIMINUTION DES PRÉCIPITATIONS EST PLUS MARQUÉE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE (PÉRIODE 1951-1980 AUX ANNÉES 2000)



Remarque : les régions correspondent à la définition établie par les bureaux régionaux du Programme des Nations Unies pour le développement. Les moyennes régionales sont pondérées sur la base de la population moyenne entre 1950 et 2008.
Source : calculs basés sur l'U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration, n.d., « University of Delaware Air Temperature & Precipitation », U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration Office of Oceanic and Atmospheric Research, Earth System Research Laboratory, Physical Sciences Division, Boulder, CO, États-Unis, http://www.esrl.noaa.gov/psd/data/gridded/data.UDel_AirT_Precip.html, consulté le 7 janvier 2012.

FIGURE 5 LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DEVRAIT DEMEURER ÉLEVÉE PENDANT LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Source : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2011, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, New York : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, <http://www.un.org/esa/population>.

façon conséquente. Il faudra également atténuer les contraintes que le changement climatique et les pratiques agricoles actuelles font peser sur la production agricole. Seule une augmentation rapide et durable de la productivité agricole permettra à la production alimentaire, aux revenus et aux moyens d'existence de s'adapter à ces évolutions.

Dynamiser la productivité agricole

En Afrique subsaharienne, la sécurité alimentaire dépend de la capacité agricole locale. Cette évidence continue pourtant d'être régulièrement sous-estimée. L'agriculture détermine la disponibilité de la nourriture, premier maillon de la chaîne de la sécurité alimentaire. Pour la plupart des habitants de la région, notamment les personnes pauvres, l'agriculture constitue également une source de revenu et de travail, deux éléments fondamentaux du développement humain. À leur tour, le revenu et l'emploi renforcent la sécurité alimentaire puisqu'ils assurent l'accès à des quantités suffisantes d'aliments nutritifs. Au-delà de ces effets cruciaux, l'agriculture africaine détermine la façon dont la région

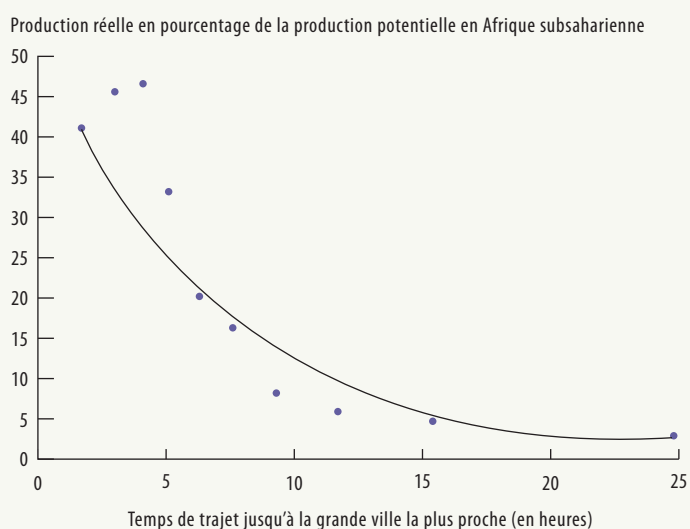
doit utiliser ces terres et ces ressources en eau de manière durable.

En dépit de son importance pour l'Afrique subsaharienne, l'agriculture a enregistré des performances en deçà de son potentiel depuis des générations, ayant été négligée par les politiques gouvernementales et plombée par la faible productivité des exploitations. Suivant des pratiques très anciennes, les petits agriculteurs ont longtemps survécu en cultivant des terres récupérées sur les forêts et les pâturages ou en recyclant les parcelles sans renouveler leur teneur en nutriments. L'augmentation des productions a résulté de l'accroissement des superficies cultivées et non de méthodes agricoles efficaces. Face à la réduction des possibilités d'extension des superficies arables, les agriculteurs n'ont d'autre choix que de produire davantage de nourriture par unité de terre et ce, grâce aux techniques de production modernes. Les gains de productivité généreront des emplois agricoles, des salaires décentes, y compris pour le personnel non qualifié, et des revenus pour les communautés rurales.

Accroître la productivité nécessitera davantage d'engrais et de semences, un renforcement de la recherche et du développement et un système de vulgarisation plus coordonné et réactif animé par des experts familiers des comportements et des habitats des communautés agricoles locales. Des « subventions ciblées », qui incitent les petits agriculteurs à adopter des variétés culturales à haut rendement sans infliger de coûts à long terme à l'État, peuvent stimuler la production et les marchés alimentaires. Une recherche qui intègre les connaissances des agriculteurs locaux dans les techniques d'amélioration des rendements peut donner des résultats là où des solutions élaborées en laboratoire et coupées des réalités locales ont échoué. Avant d'encourager les petits agriculteurs à adopter de nouveaux intrants, il est important de comprendre les raisons de leur résistance au changement.

Les politiques publiques et la recherche institutionnelle devront se focaliser sur des solutions variétales propres à améliorer la santé et la nutrition. Le développement de technologies agricoles durables sur le plan environnemental requiert des connaissances multidisciplinaires. La technologie agricole moderne est à même d'apporter des solutions qui augmentent les rendements tout en économisant les intrants, entraînant par là-même

FIGURE 6 L'ACCÈS RESTREINT AUX MARCHÉS NUIT À LA PRODUCTION AGRICOLE (2000)



Remarque : chaque observation représente le temps de trajet estimé par décile pour se rendre à la ville d'au moins 100 000 habitants la plus proche. La courbe représente un ajustement exponentiel.
Source : Dorosh, Paul, Hyoung-Gun Wang, Liang You et Emily Schmidt, 2012, « Road Connectivity, Population, and Crop Production in Sub-Saharan Africa », *Agricultural Economics* 43 (1) : 89-103, tableau 2, p. 92.

une utilisation plus écologique des engrais et de l'eau. L'élaboration et la diffusion des connaissances scientifiques et des innovations passent par une collaboration accrue entre les chercheurs, les éleveurs, et les agriculteurs.

L'irrigation constitue pour l'Afrique subsaharienne un défi à long terme. La plupart des pays de la région ont consacré d'importants investissements dans des méthodes d'irrigation intensives en main d'œuvre visant une gestion durable de l'eau. Mais toutes les régions de l'Afrique n'ont pas forcément les mêmes besoins en matière d'irrigation. En effet, de nombreuses zones semi-humides et humides disposent de ressources en eau suffisantes pour permettre une maîtrise de leur usage à travers d'autres moyens.

Un meilleur accès aux marchés peut aussi stimuler les rendements (figure 6). La possibilité de transporter leurs excédents rapidement et à peu de frais aux points de vente ou de stockage incite les agriculteurs à augmenter leur production. Afin d'encourager un tel processus, il s'agit de mettre en œuvre des politiques de développement des marchés et de réformer la réglementation des transports afin d'introduire plus de concurrence, mais également d'investir de manière substantielle dans les pistes rurales, les technologies de l'information, les chemins de fer et les infrastructures de stockage. Des systèmes de financement novateurs favorisant

l'accès au crédit et à l'assurance pourraient limiter le risque lié à l'adoption de nouvelles techniques culturales et inciter les agriculteurs à tester de nouvelles variétés.

Motiver la jeunesse africaine à s'investir dans l'agriculture insufflerait une nouvelle dynamique et des idées novatrices pour soutenir son développement. La technologie et l'innovation peuvent créer des opportunités intéressantes et offrir des nouvelles perspectives d'emplois à différents niveaux de la filière agricole, que la jeunesse considère comme une voie sans issue. L'association de ces trois atouts (le nombre croissant de jeunes, l'innovation constante et la perspective du développement agricole) offre une voie de progrès naturelle pour l'Afrique subsaharienne.

L'augmentation de la productivité agricole constitue un potentiel permettant d'obtenir un triple résultat : une sécurité alimentaire durable, un développement humain accru et un allègement de la pression sur les terres et l'eau. Les gouvernements devront cependant revoir leurs priorités pour réaliser les investissements requis. Le financement adéquat de la recherche et du développement, et une meilleure collaboration régionale permettant de réaliser les investissements lourds nécessaires à la maîtrise de l'eau et des terres seront plus fructueux pour l'Afrique subsaharienne que son engagement dans des conflits armés (tableau 1).

TABLEAU 1 MESURES POUR ASSURER L'AUGMENTATION DURABLE DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE

MESURE	STABILITÉ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES		
	DISPONIBILITÉ DE LA NOURRITURE	ACCÈS A LA NOURRITURE	UTILISATION DE LA NOURRITURE
Adoption et utilisation durable des intrants agricoles		<ul style="list-style-type: none"> • Engrais, semences et eau 	
Infrastructures et marchés financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures rurales (routes, entrepôts, gestion et maîtrise de l'eau, y compris l'irrigation) 	<ul style="list-style-type: none"> • Crédit et assurance 	
Création et application de connaissances locales	<ul style="list-style-type: none"> • Participation des jeunes à l'agriculture et aux activités rurales, dont entrepreneuriat et innovation 	<ul style="list-style-type: none"> • Science et technologie agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Service de vulgarisation et appui à la génération et la diffusion de connaissances localisées, notamment concernant l'amélioration de l'utilisation de la nourriture

Source : basé sur l'analyse décrite dans le présent rapport.

La nutrition, maillon reliant la sécurité alimentaire au développement humain

Dans les médias, les nouvelles en provenance d'Afrique subsaharienne sont facilement prévisibles : les grands titres font état de la famine et des crises alimentaires et humanitaires, la rubrique « Économie » traite de la volatilité des prix alimentaires internationaux et les suppléments magazines publient des photos choquantes d'enfants rachitiques. Si les médias ne manquent pas de parler de la faim qui sévit sur le continent africain, ils s'intéressent rarement à sa complice silencieuse, la malnutrition. Pourtant, elle est un obstacle au développement humain, entraîne des dommages irréversibles chez les plus jeunes et, à long terme, inflige de lourdes pertes économiques et sociales aux pays de la région.

La malnutrition est un fléau pour l'enfance. Cette faim qui ne veut pas dire son nom, héritage destructeur découlant de siècles de mauvaise alimentation, peut toucher plusieurs générations. Pourtant, une fois fortifiés, les aliments de base peuvent conserver leur place au sein de l'alimentation traditionnelle. L'amélioration de l'apport en micronutriments est l'une des méthodes les plus efficaces et les plus rentables pour lutter contre la malnutrition. En privilégiant quelques nutriments (vitamine A, iode, fer et zinc), il est possible de générer des retombées importantes en matière de développement humain. Cette approche, bien qu'elle repose sur un investissement initial modeste, s'avère être d'une très grande efficacité.

Les interventions les plus cruciales et les plus rentables en matière de nutrition ne sont pas les plus coûteuses. L'autonomisation des femmes, par exemple, est sans doute la manière la plus efficace d'aider les ménages à rompre le cercle vicieux du dénuement, qui se perpétue d'une génération à l'autre. Lorsque les femmes sont moins associées aux décisions que les hommes, la situation nutritionnelle des individus se dégrade, la sécurité alimentaire des ménages se détériore, l'accès aux soins de santé recule et les taux de mortalité augmentent. L'amélioration de l'éducation des femmes dans les pays en développement, entre 1970 et 1995, a permis de réduire de moitié la malnutrition infantile. L'amélioration de la nutrition infantile est

souvent le corollaire de la participation des femmes aux décisions des ménages.

Les personnes bien nourries sont plus productives et aptes à apprendre. Les enfants bien nourris apprennent plus facilement et ont plus de chance de mener une vie conforme à leurs aspirations. En fait, la nutrition revêt une importance avant même la naissance : la nutrition durant la gestation a un impact à long terme sur la capacité des enfants à apprendre et à avoir un développement normal.

La science alimentaire découvre de nouvelles manières d'améliorer l'alimentation des pauvres. La recherche sur la biofortification, qui consiste à renforcer la teneur en nutriments des cultures, est porteuse de grandes promesses pour l'Afrique subsaharienne car elle est centrée sur les denrées de base consommées quotidiennement et en grande quantité par les personnes pauvres. L'enrichissement des nutriments issu de la biofortification cible implicitement les ménages à faible revenu qui ne consomment pas les produits industriels fortifiés. Cette technologie, qui est monopolisée par quelques sociétés non réglementées, a ses limites. Elle peut cependant donner une impulsion majeure aux régimes alimentaires traditionnels dans la région.

La nutrition est affectée par diverses circonstances, notamment l'économie politique, les conditions climatiques et saisonnières, les coutumes religieuses et culturelles, la disponibilité des services de santé et le niveau d'instruction des ménages (y compris la sensibilisation à une alimentation saine et à de bonnes pratiques en matière de santé). La production agricole et les revenus, l'accès à des aliments variés et nutritifs, l'environnement sanitaire, la disponibilité d'eau potable et de combustibles de cuisson en quantité suffisante, entrent également en ligne de compte.

Pour faire face à un tel défi, il convient d'adopter une stratégie nutritionnelle multisectorielle, s'appuyant sur un engagement solide du gouvernement, des ressources appropriées et des interventions pertinentes de la part de l'État, de la société civile, du secteur privé et de la communauté internationale (tableau 2). La nutrition doit occuper une plus grande place au sein de l'agenda politique et dans le quotidien des ménages, faute de quoi les citoyens et les sociétés continueront de subir les coûts élevés du fléau le plus grave que connaisse le continent africain.

TABLEAU 2 MESURES POUR ASSURER DES PROGRÈS EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE LA NUTRITION

MESURE	STABILITÉ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES		
	DISPONIBILITÉ DE LA NOURRITURE	ACCÈS A LA NOURRITURE	UTILISATION DE LA NOURRITURE
Stimuler l'action individuelle			<ul style="list-style-type: none"> • Repousser l'âge des grossesses • Actions ciblant la mère et l'enfant pendant la grossesse et l'allaitement
Étendre les services publics			<ul style="list-style-type: none"> • Éducation sur l'utilisation de la nourriture • Soins de santé • Programmes scolaires d'alimentation • Transferts en espèces
Mettre en place des actions publiques et des politiques centrées sur la nutrition		<ul style="list-style-type: none"> • Campagnes d'information sur les micronutriments • Communication sur le changement des comportements • Supplémentation, enrichissement, biofortification 	
	<ul style="list-style-type: none"> • Égalité des sexes et renforcement des droits juridiques des femmes • Engagement politique national et international 		

Source : basé sur l'analyse décrite dans le présent rapport.

Renforcer la capacité des populations à résister aux chocs

En Afrique subsaharienne, la chaîne de l'approvisionnement alimentaire est semée d'embûches. Les chocs, les cycles et les tendances menacent à long terme la sécurité alimentaire et les moyens d'existence durables. Les conflits, les sécheresses, les inondations, la flambée des prix des denrées alimentaires et autres bouleversements exercent des répercussions négatives immédiates sur les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables. Cela compromet à terme le développement humain, entraînant trop souvent des dommages permanents. Les contraintes cycliques ou de long terme, telles que les longues « périodes de soudure » entre deux récoltes saisonnières ou la dégradation croissante de l'environnement, évoluent plus lentement et sont plus prévisibles. Elles ont cependant les mêmes effets dévastateurs sur les communautés, notamment celles qui sont incapables de gérer leur

exposition aux dangers et de protéger leurs moyens d'existence. En outre, les problèmes liés à la pression démographique sont omniprésents et croissants.

La prévention ou l'atténuation des contraintes susceptibles de nuire aux systèmes alimentaires exige d'intervenir sur de multiples fronts, allant de l'environnement à la résolution des conflits, la stabilité des marchés et l'autonomisation des femmes. Dans le long terme, la réflexion devra porter sur la réduction de l'impact de l'agriculture sur le changement climatique, notamment par l'adoption de politiques privilégiant les pratiques agricoles dites « intelligentes ». Si l'on garantit la durabilité des techniques d'amélioration de la productivité agricole, les agriculteurs seront en mesure de s'adapter au changement climatique et de tirer un profit immédiat des terres enrichies de nutriments, sans accroître les contraintes exercées sur l'environnement.

Les interventions visant à endiguer les conflits dans la région peuvent réduire la fréquence des effondrements du système alimentaire. La communauté internationale doit s'unir pour s'efforcer

d'atténuer la volatilité des prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. Pour leur part, les pays d'Afrique subsaharienne ont tout intérêt à soutenir une nouvelle architecture mondiale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, fondée sur l'amélioration de l'accès aux marchés des importateurs de denrées alimentaires, ainsi que sur la réduction des restrictions à l'exportation et des distorsions sur le marché des biocarburants. Pour répondre efficacement aux pressions démographiques croissantes exercées sur l'offre alimentaire, il faut commencer par encourager une plus grande autonomie des femmes, en leur permettant d'accéder plus facilement à l'éducation, aux revenus et à des services efficaces de planification familiale.

Des mesures d'anticipation peuvent atténuer les contraintes pesant sur le système alimentaire, ou du moins réduire la fréquence et l'intensité de leurs effets les plus dévastateurs. Mais, en cas de crise, les communautés pauvres doivent être prêtes à gérer les risques et à faire face aux chocs. La protection

sociale (assurance, protection de l'emploi, programmes « vivres contre travail » et « argent contre travail », assistance alimentaire, subventions et transferts sociaux) constitue un facteur déterminant pour la survie des ménages frappés par les crises.

Toutefois, éviter la détérioration des systèmes alimentaires et atténuer les effets de leur effondrement ne constitue pas réellement un progrès. Les politiques les plus efficaces en matière de protection sociale renforcent la rentabilité des principales ressources productives (en Afrique subsaharienne, la main d'œuvre et la terre) et hissent les populations hors de la pauvreté en réduisant leur dépendance vis-à-vis des transferts sociaux et en renforçant leur capacité à résister aux chocs récurrents. En associant la protection sociale à des mesures visant à améliorer l'accès des agriculteurs à la technologie, à stabiliser les marchés ruraux et les prix des matières premières, ainsi qu'à développer les infrastructures rurales, il est possible d'accroître la résilience des agriculteurs, des ménages et des marchés (tableau 3).

TABLEAU 3 MESURES POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

MESURE	STABILITÉ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES			
	DISPONIBILITÉ DE LA NOURRITURE	ACCÈS A LA NOURRITURE	UTILISATION DE LA NOURRITURE	
Prévenir et lever les contraintes pesant sur le système alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Politiques favorisant la durabilité à long terme, dont la croissance démographique, le changement climatique, la prévention des conflits, la stabilité macroéconomique et les réformes des marchés 			
Réduire la vulnérabilité et gérer les risques	<ul style="list-style-type: none"> Aide alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> Assurance indexée sur les conditions météorologiques Transferts en espèces indexés Réserves stratégiques de céréales à l'échelle régionale et nationale 	<ul style="list-style-type: none"> Transferts en espèces assortis ou non de conditions Transferts de denrées alimentaires ou d'espèces 	<ul style="list-style-type: none"> Assurance maladie Programmes d'alimentation scolaire Vaccination Alimentation thérapeutique
Améliorer la sécurité alimentaire et le développement humain	<ul style="list-style-type: none"> Subventions aux intrants Intrants contre travail Foires aux intrants 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité accrue d'informations sur le marché 	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de garantie de l'emploi Transferts en espèces liés aux programmes de travaux publics pour les infrastructures physiques 	

Source : basé sur l'analyse décrite dans le présent rapport.

Autonomisation et justice sociale

Le présent rapport révèle la violation intolérable du droit fondamental à l'alimentation et du droit à la vie en Afrique subsaharienne. Pour parvenir à la sécurité alimentaire sur le continent, un changement en profondeur est nécessaire. L'efficacité de ce changement sera renforcée s'il s'accompagne d'une réorientation des ressources, des capacités et des décisions en faveur des petits exploitants et des communautés pauvres. La participation des petits agriculteurs aux prises de décisions concernant leur vie et leurs moyens de subsistance, renforce considérablement leur capacité à produire, à faire du commerce et à utiliser les aliments.

Les connaissances et l'organisation des différents acteurs contribuent de manière décisive à ouvrir l'espace public. Grâce aux technologies de l'information, les données les plus récentes sur les prix et les conditions prévalant sur les marchés sont facilement accessibles aux agriculteurs, qui bénéficient ainsi d'une position plus favorable. Quant aux coopératives et aux associations de producteurs, elles peuvent servir de plateformes pour les négociations collectives. La communication régulière et rapide entre les acteurs du marché alimentaire (agriculteurs, transporteurs, vendeurs et acheteurs) se traduit par la baisse des coûts et des délais des transactions et par l'augmentation des revenus des agriculteurs. Grâce à une connectivité élevée, les agriculteurs deviennent des vendeurs plus avisés et la transparence des marchés s'accroît.

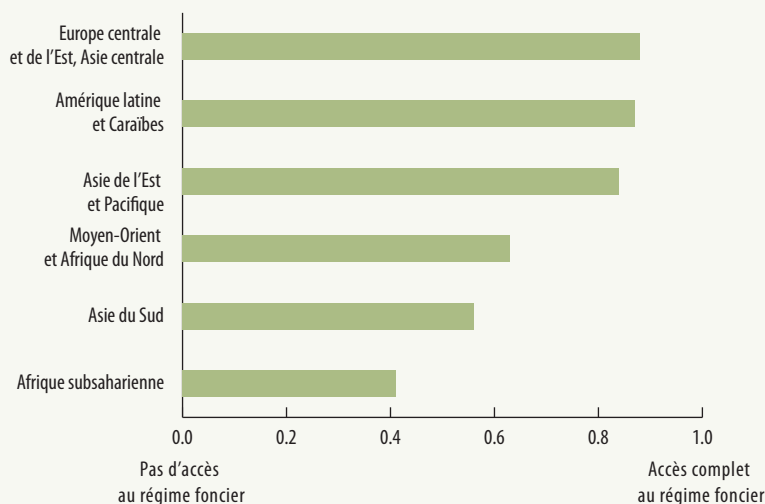
Des moyens de production et des techniques agricoles plus modernes peuvent affranchir les agriculteurs des cercles vicieux de la faible productivité et de la pauvreté. La technologie est cependant à double tranchant. Mal utilisée, elle dépossède les petits agriculteurs ou les condamne à la marginalisation. Lorsque la science est éloignée des réalités du terrain et qu'elle est cloisonnée en disciplines étanches, elle peut aboutir à des schémas qui ne conviennent ni aux petites exploitations ni aux habitats locaux.

La participation des individus aux processus décisionnels qui les affectent et leur capacité à défendre leurs intérêts sont plus grandes lorsque le pouvoir politique, économique et social est fortement décentralisé. Les solutions adoptées à l'échelle locale sont généralement plus durables que les décisions imposées du niveau central. Les organisations de producteurs accroissent

l'influence politique des petits agriculteurs, réduisent les coûts de commercialisation des intrants et des denrées produites et constituent un point de convergence propice aux approches collectives. Au sein des communautés, des groupes spécifiques peuvent s'appuyer sur leurs connaissances locales pour identifier les personnes ayant le plus besoin de protection sociale et empêcher les élites d'accaparer les transferts sociaux.

Les agriculteurs d'Afrique subsaharienne ont trouvé des alliés dans les organisations de la société civile indépendantes, qui font entendre leur voix, sensibilisent l'opinion publique à certaines questions, surveillent les performances des gouvernements et exercent des pressions sur ceux-ci afin que leurs actions respectent les droits fondamentaux. Outre les organisations de défense des droits, dont la présence en Afrique subsaharienne est récente, plusieurs organisations de la société civile axées sur le développement, l'action caritative, l'assistance et l'aide d'urgence œuvrent dans le domaine de la sécurité alimentaire. La société civile africaine est toutefois en pleine mutation et son rôle dans l'atteinte de la sécurité alimentaire ne peut être ni sous-estimé ni considéré comme la seule option possible.

FIGURE 7 LE CONTRÔLE DES FEMMES SUR LES TERRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE EST LE PLUS FAIBLE AU MONDE (2009)



Remarque : les régions correspondent à la définition établie par l'ONU-Femmes.
Source : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 2011, 2011-2012 *Progress of the World's Women: In Pursuit of Justice*, New York, carte 1.1, p. 40.

Cette plus grande influence implique aussi une redevabilité croissante. Lorsque les autorités compétentes répondent aux communautés concernées, elles vont dans le sens de la justice sociale. À court terme, les organisations communautaires et l'engagement civique seront amenés à combler de nombreuses lacunes. Les audits sociaux communautaires visant à surveiller la mise en œuvre des programmes de protection sociale et d'autres services publics, ainsi que l'adoption d'approches fondées sur le droit (et non pas discrétionnaires), axant les interventions sur les droits des citoyens peuvent renforcer le contrat social entre les populations et leurs gouvernements.

L'accès aux terres et le contrôle de celles-ci sont des conditions vitales pour les petits agriculteurs. En Afrique subsaharienne, les exploitations familiales sont transmises d'une génération à l'autre sans que les droits en matière de propriété foncière soient clairement établis, d'où la vulnérabilité des petits agriculteurs face aux expropriations et à l'exploitation. Cette question est particulièrement pertinente en ce qui concerne les femmes vivant dans des zones rurales (figure 7).

La récente ruée sur les ressources foncières de l'Afrique subsaharienne risque d'aggraver ces incertitudes. L'un des dangers est que les investissements

à grande échelle déplacent les populations sans consultation préalable ou compensation adéquate. Dans les pays où de nombreuses personnes se consacrent à l'agriculture, le fait de les arracher à leurs terres sans créer auparavant des possibilités d'emploi dans des secteurs non agricoles entraînera sans doute l'augmentation de la pauvreté, du chômage et de l'insécurité alimentaire.

L'autonomisation n'est possible que si les détenteurs de pouvoirs cèdent l'essentiel des ressources, de l'autorité et du contrôle aux populations. Il est crucial d'accélérer les changements afin que les citoyens africains exercent un rôle plus actif.

La famine et les crises alimentaires continuent de sévir sur le continent comme nulle part ailleurs. Les cycles de la faim et du désespoir auxquels de nombreux Africains sont confrontés et tentent de faire face, et dans lesquels ils sont trop souvent pris au piège, ne semblent pas s'atténuer. La responsabilité de ces conditions de vie effroyables incombe aux gouvernements, aux institutions et aux marchés d'Afrique subsaharienne et d'ailleurs. Le défi posé par la sécurité alimentaire est de taille, l'urgence est grande et les investissements nécessaires substantiels (tableau 4). En revanche, les gains potentiels pour la région en matière de développement humain sont immenses.

TABLEAU 4 MESURES POUR ASSURER L'AUTONOMISATION DES POPULATIONS FRAPPÉES PAR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MESURE	STABILITÉ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES		
	DISPONIBILITÉ DE LA NOURRITURE	ACCÈS A LA NOURRITURE	UTILISATION DE LA NOURRITURE
Améliorer l'accès aux informations et à la connaissance	<ul style="list-style-type: none"> Technologies de l'information et des communications Innovations dans le domaine des technologies agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> Nouvelles technologies, en particulier pour alléger l'emploi du temps des femmes et améliorer l'égalité d'accès aux informations Éducation de base 	
Renforcer leur influence et leur participation	<ul style="list-style-type: none"> Organisations de producteurs Méthodes participatives de sélection variétale et de culture, sensibles à l'égalité des sexes 	<ul style="list-style-type: none"> Programmes de transferts d'espèces ciblées Organisations de la société civile 	
Renforcer la justice sociale et la redevabilité	<ul style="list-style-type: none"> Audits sociaux Institutions responsables Droits et garanties, en particulier pour les femmes Accès aux terres et contrôle de celles-ci, en particulier pour les femmes Liberté des médias 		

Source : basé sur l'analyse décrite dans le présent rapport.

TABLEAU STATISTIQUES 1 DÉVELOPPEMENT HUMAIN

PAYS	INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN	ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE	DURÉE MOYENNE DE SCOLARISATION	DURÉE ATTENDUE DE SCOLARISATION	REVENU NATIONAL BRUT PAR HABITANT
	valeur	en années			\$PPA ^a 2005
	2011	2011	2011	2011	2011
Afrique du Sud	0,619	52,8	8,5	13,1	9 469
Angola	0,486	51,1	4,4	9,1	4 874
Bénin	0,427	56,1	3,3	9,2	1 364
Botswana	0,633	53,2	8,9	12,2	13 049
Burkina Faso	0,331	55,4	1,3	6,3	1 141
Burundi	0,316	50,4	2,7	10,5	368
Cameroun	0,482	51,6	5,9	10,3	2 031
Cap-Vert	0,568	74,2	3,5	11,6	3 402
Comores	0,433	61,1	2,8	10,7	1 079
Congo	0,533	57,4	5,9	10,5	3 066
Congo (République démocratique du)	0,286	48,4	3,5	8,2	280
Côte d'Ivoire	0,400	55,4	3,3	6,3	1 387
Érythrée	0,349	61,6	3,4	4,8	536
Éthiopie	0,363	59,3	1,5	8,5	971
Gabon	0,674	62,7	7,5	13,1	12 249
Gambie	0,420	58,5	2,8	9,0	1 282
Ghana	0,541	64,2	7,1	10,5	1 584
Guinée	0,344	54,1	1,6	8,6	863
Guinée-Bissau	0,353	48,1	2,3	9,1	994
Guinée équatoriale	0,537	51,1	5,4	7,7	17 608
Kenya	0,509	57,1	7,0	11,0	1 492
Lesotho	0,450	48,2	5,9	9,9	1 664
Libéria	0,329	56,8	3,9	11,0	265
Madagascar	0,480	66,7	5,2	10,7	824
Malawi	0,400	54,2	4,2	8,9	753
Mali	0,359	51,4	2,0	8,3	1 123
Maurice	0,728	73,4	7,2	13,6	12 918
Mauritanie	0,453	58,6	3,7	8,1	1 859
Mozambique	0,322	50,2	1,2	9,2	898
Namibie	0,625	62,5	7,4	11,6	6 206

PAYS	INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN	ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE	DURÉE MOYENNE DE SCOLARISATION	DURÉE ATTENDUE DE SCOLARISATION	REVENU NATIONAL BRUT PAR HABITANT
	valeur	en années			\$PPA ^a 2005
	2011	2011	2011	2011	2011
Niger	0,295	54,7	1,4	4,9	641
Nigéria	0,459	51,9	5,0	8,9	2 069
Ouganda	0,446	54,1	4,7	10,8	1 124
République centrafricaine	0,343	48,4	3,5	6,6	707
Rwanda	0,429	55,4	3,3	11,1	1 133
Sao Tomé-et-Principe	0,509	64,7	4,2	10,8	1 792
Sénégal	0,459	59,3	4,5	7,5	1 708
Seychelles	0,773	73,6	9,4	13,3	16 729
Sierra Leone	0,336	47,8	2,9	7,2	737
Soudan du Sud ^b
Swaziland	0,522	48,7	7,1	10,6	4 484
Tanzanie (République-Unie de)	0,466	58,2	5,1	9,1	1 328
Tchad	0,328	49,6	1,5	7,2	1 105
Togo	0,435	57,1	5,3	9,6	798
Zambie	0,430	49,0	6,5	7,9	1 254
Zimbabwe	0,376	51,4	7,2	9,9	376
Africa subsaharienne	0,463	54,4	4,5	9,2	1 966

Remarque :

- a Parité de pouvoir d'achat.
- b Les sources de données internationales harmonisées à l'origine de ce tableau statistique ne disposent pas encore de statistiques complètes sur le Soudan du Sud. La note technique n° 2 du Rapport complet présente des données nationales récentes sur le développement humain et la sécurité alimentaire au Soudan du Sud.

Sources :

Colonne n° 1 : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain (HDRO) basés sur les données du DAES (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies), 2011, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, New York : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, www.un.org/esa/population ; Barro, Robert J., et Jong-Wha Lee, 2010, *A New Data Set of Educational Attainment in the World, 1950–2010*, document de travail 15902 du NBER, Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research ; UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) Institut de statistique, 2011, Institut de statistique de l'UNESCO : Centre de données, <http://stats.uis.unesco.org> ; Banque mondiale, 2012,

Indicateurs du développement dans le monde, Washington, DC, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> ; et FMI (Fonds monétaire international), 2011, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011, Washington, DC, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/01/weodata/index.aspx.

Colonne n° 2 : DAES, 2011, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, New York : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, www.un.org/esa/population.

Colonnes n° 3 et 4 : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur les données de Barro, Robert J., et Jong-Wha Lee, 2010, *A New Data Set of Educational*

Attainment in the World, 1950–2010, document de travail 15902 du NBER, Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research.

Colonne n° 5 : calculs du Bureau du Rapport sur le développement humain basés sur les données de la Banque mondiale, 2012, Indicateurs du développement dans le monde, Washington, DC, <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> ; FMI, 2011, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2011, Washington, DC, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/01/weodata/index.aspx ; et DAES, 2011, *World Population Prospects: The 2010 Revision*, New York : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population, www.un.org/esa/population.